

BOYCOTT F.O-DGFIP 76 au CTL du 14 février 2014.

Monsieur le Président,

Le Comité Technique est réuni pour donner un avis sur des procès verbaux de C.T.L. précédents et trois points pour information dont deux relèvent de la démarche stratégique que l'ensemble des organisations syndicales combat !

- Bilan de campagne d'évaluation 2013,
- Bilan d'étape patrimonial,
- Bilan d'étape du pôle enregistrement/service de publicité foncière.

L'évaluation a fait l'objet de débats en CAP où les dossiers des collègues ont été défendus. Quelle sera la plus value apportée d'en débattre aujourd'hui ?

Sans mésestimer les services concernés par les deux autres points, nous vous rappelons qu'ils ont été discutés lors du CTL de novembre 2013 sur la démarche stratégique à la demande exclusive de notre organisation.

Les éléments portés à notre connaissance aujourd'hui en document de travail ne donnent guère plus d'informations...

Ainsi, à compter du 1er février 2014, la mission départementale "risques et audit" (MDRA) se substitue à la mission maîtrise des risques (MMR) et à la mission départementale de l'audit (MDA).

F.O. avait également abordé le sujet lors du CTL de décembre en évoquant la venue du pilote national du projet. La réponse que vous aviez alors apportée laissait entendre que c'était une simple prise de contact. Or, à peine un mois plus tard, la décision est actée. Cela aurait dû être un point de vote d'ordre du jour car il s'agit d'une organisation de service qui doit donc être légitimement soumise à vote du CTL.

Notre organisation considère aujourd'hui que les véritables sujets d'actualité sont noyés au milieu d'informations où « on avance mais rien n'est fait » et brutalement, on apprend que c'est acté alors que le C.T.L. décisionnaire ne s'est pas tenu en temps opportun !

Comme nous vous l'avons déjà demandé, nous souhaitons la tenue de « véritables » C.T.L. moins nombreux mais dont les sujets relèvent vraiment de cette instance.

La politique économique développée le 14 janvier dernier par le Président de la République s'éloigne chaque jour un peu plus des attentes des salariés et par conséquent des fonctionnaires de nos ministères.

Cela renforce chaque jour un peu plus le bien fondé de l'indépendance de notre organisation syndicale dans le débat électoral :

RGPP - MAP même combat !

Pour **F.O.**, ce n'est pas un tournant ou une nouvelle politique mais bien une politique enfin assumée, dans le prolongement de l'adoption du Traité européen qui impose l'austérité. Une austérité dont les agents des ministères économiques et financiers subissent les conséquences par :

- La non revalorisation de leurs traitements, nous devrions même parler de baisse (il suffit de regarder sa fiche de traitement de janvier) conséquence directe du gel de la valeur du point d'indice depuis maintenant bientôt 5 ans,
- La réduction drastique des plans de promotions internes, qui obère gravement les déroulements de carrière,
- Les suppressions d'emplois dont le rythme demeure chaque année aussi soutenu,
- Les réformes territoriales avec la fermeture de services en cours ou à venir qui créent de véritables déserts ruraux et périurbains de services publics,
- Les restructurations ininterrompues, qui s'accélèrent avec l'adoption des démarches stratégiques directionnelles,

- La détérioration des conditions de travail qui aggrave le mal être au travail et engendre la souffrance au travail,
- Le monologue social dans les directions.

Nous disons bien monologue car il est maintenant illusoire de pouvoir parler de véritable dialogue social avec les représentants des personnels.

C'est la poursuite de cette politique d'austérité, par ailleurs subie depuis des années, qui conduit à une véritable catastrophe.

Les annonces gouvernementales effectuées ces derniers jours confirment la volonté de l'amplifier, d'accélérer la destruction du service public et exigent une réponse appropriée.

Aussi, le syndicat **F.O.-DGFIP** appelle les personnels à se rassembler sur les revendications suivantes :

- Arrêt immédiat des suppressions d'emplois et rétablissement des emplois nécessaires au fonctionnement des services
- Arrêt des restructurations
- Abandon de la démarche stratégique
- Retrait immédiat de la mutualisation
- Maintien de l'intégralité des missions de la DGFIP
- Maintien du réseau de proximité, de toutes les structures dont celles des directions départementales de la DGFIP
- Rejet du rapport Pêcheur
- Maintien du statut général des Fonctionnaires et de nos statuts particuliers

Pour F.O.-DGFIP76, aujourd'hui, c'est le boycott de toutes les instances locales, et demain la grève de tous les personnels le 20 mars 2014, à l'appel de leurs organisations syndicales jusqu'à satisfaction.

Rouen , le 14 février 2014